

DECRET N° 99-444 DU 17 SEPTEMBRE 1999

Portant agrément de la Société de
gestion et de Commerce (GESCOM)
au régime "A" du code des
investissements pour le projet de
production industrielle d'ouvrages
en bois à Cotonou.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements ;
- Vu** la Loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 modifiant les articles 34, 41, 43, 47, 49, 51, 59, 62 et 74 de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements ;
- Vu** la Proclamation le 1er avril 1996 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- Vu** le Décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le Décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application de la loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements modifiée par la Loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 ;
- Sur** rapport du Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi après avis de la Commission Technique des investissements ;

.../...

.Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 04 août 1999 ;

DECRETE :

Article 1er.- Le projet de production industrielle d'ouvrages en bois de la Société de gestion et de Commerce (GESCOM) est agréé au régime "A" du Code des Investissements pour compter de la date de la signature du présent Décret pour :

- une période de trente (30) mois au cours de laquelle la Société de Gestion et de Commerce (GESCOM) doit réaliser son programme d'investissement agréé et,
- une période de cinq (05) ans pour l'exploitation.

Article 2.- L'activité pour laquelle le régime est octroyé se rapporte exclusivement à la production industrielle d'ouvrage en bois.

Article 3.- Les machines, matériels et outillages à exonérer sont :

- deux (02) Scies circulaires avec moteurs électriques 18 PS Chaînes
- une (01) Machine d'affûtage
- un (01) chariot automatique
- un (01) Système d'aspiration
- un (01) Compresseur d'air et eau
- une (01) Raboteuse
- une (01) Ponceuse
- dix (10) Lames de scie circulaire
- un (01) jeu accessoires et outillages
- un (01) Groupe électrogène
- un (01) Tracteur
- un (01) Remorque
- un (01) Chariot élévateur
- deux (02) Camions 10 tonnes.

Article 4.- Les avantages accordés sont :

1 - Exonération des droits d'enregistrement à la création

2- Pendant la période de réalisation des investissements, exonération des droits et taxes perçus à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique et du prélèvement communautaire de solidarité sur :

.../...

- les machines, matériels et outillages cités à l'article 3 ci-dessus et destinés spécifiquement à la production et à l'exploitation dans le cadre du projet agréé ;
- les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15 % de la valeur CAF des équipements.

3 - Pendant la période d'exploitation :

- exonération de la patente pendant les (05) premières années d'exploitation conformément aux dispositions de l'article 48 de la loi n°90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements ;
- pour une durée à préciser dans l'Arrêté conjoint du Ministre chargé du Plan et du Ministre chargé de l'Industrie, constatant la fin de la réalisation du programme d'investissement.
- exonération de l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)

exemption des droits et taxes de sortie applicables aux planches, aux revêtements de plancher et aux lames de parquet produits et exportés par la Société de Gestion et de Commerce (GESCOM).

Article 5.- Les matières premières et emballages importés par la Société de Gestion et de Commerce (GESCOM) pour le compte du projet de production industrielle d'ouvrages en bois dans le cadre du bénéfice du Code des investissements sont soumis au régime de droit commun donc passibles des droits et taxes en vigueur.

Toutefois, la Société bénéficiera d'une restitution desdits droits et taxes (DRAWBACK) conformément aux dispositions du Code des Douanes sur les matières premières et emballages importés entrant dans la fabrication de l'huile exportée et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Article 6.- Dans le cadre de la réalisation du projet de production industrielle d'ouvrages en bois, la Société bénéficiera d'une exonération des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la taxe de la voirie, de la taxe de statistique et du prélèvement communautaire de solidarité sur le gas-oil à utiliser comme matière consommable conformément aux dispositions de l'article 49 de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant du Code des investissements.

.../...

Article 7.- Conformément aux dispositions des articles 33, 34, 35, 51 et 52 de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements, la Société de Gestion et de Commerce (GESCOM) est tenue de respecter les obligations incombant aux bénéficiaires d'un régime privilégié du Code des investissements. Elle doit en particulier :

- réaliser ses programmes d'investissement et de production contenus dans son dossier agréé ;

- utiliser un personnel comprenant au moins cinq (05) agents béninois et affecter au moins 60 % de la masse salariale totale au personnel béninois ;

- tenir une comptabilité régulière et conforme au Système Comptable Ouest-Africain (SYSCOA) quel que soit le chiffre d'affaire réalisé ;

- sauvegarder les conditions écologiques, en particulier l'environnement ;

- poursuivre les objectifs économiques, commerciaux et sociaux du projet de production industrielle d'ouvrages en bois pendant au moins cinq (05) ans après l'expiration de la période d'agrément de ce projet.

Article 8.- Dans le cadre de ses activités au niveau du projet de production industrielle d'ouvrages en bois, la Société de Gestion et de Commerce (GESCOM) est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection, l'amélioration et une bonne gestion de son environnement notamment en ce qui concerne les eaux usées et autres déchets générés par son usine.

Article 9.- Conformément aux dispositions de l'article 17 du Code des investissements, la Société GESCOM doit séparer les installations physiques, le personnel et la comptabilité du projet de production industrielle d'ouvrages en bois de ceux relatifs à toutes ses autres activités antérieures ou ultérieures.

Article 10 .- La Société GESCOM dans le cadre du présent agrément, doit se conformer aux dispositions de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements modifiée par la Loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 et du Décret n° 98-453 du 08 octobre 1998 fixant les modalités d'application dudit Code.

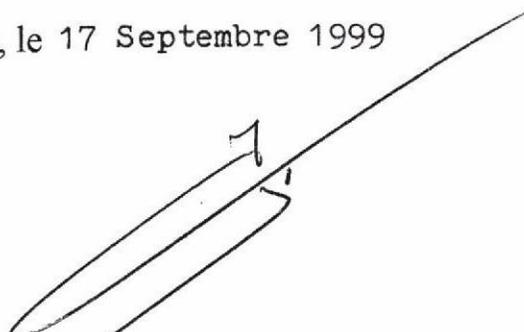
.../...

Article 11.- Le règlement des litiges qui résulteraient de l'application du présent Décret se fera conformément aux dispositions des articles 73 et 74 de la Loi n° 90-002 du 09 mai 1990 portant Code des investissements modifiée par la Loi n° 90-033 du 24 décembre 1990.

Article 12.- Le Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'emploi, le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 17 Septembre 1999

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination de
l'Action Gouvernementale, du Plan, du
Développement et de la Promotion de l'Emploi,



Bruno AMOUSSOU.-

Le Ministre du Commerce, de
l'Artisanat et du Tourisme,



Séverin ADJOVI.-

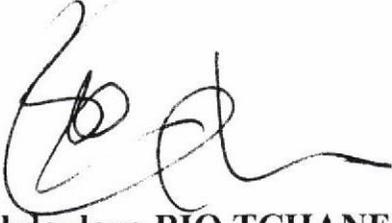
Le Ministre de l'Industrie
et des Petites et Moyennes
Entreprises,



Pierre John IGUE.-

.../...

Le Ministre des Finances
et de l'Economie



Abdoulaye BIO TCHANE.-

Le Ministre de la Fonction
Publique, du Travail et de la
Réforme Administrative,



Ousmane BATOKO.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MECCAG-PDPE 4
MF 4 MCAT 4 MIPME 4 MFPTRA 4 AUTRES MINISTERES 14 SGG 4
DGMB-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCON-DCCT-INSAE
3 BCP-CSM-IGAA 3 UNB-ENA-FASJEP 3 JO 1.